

COMBAT

RÉPUBLICAIN

Numéro 120

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

A savoir**ROYAL CULOT.**

« Lorsque le parti aura décidé sa ligne politique, il faudra s'y tenir », affirme sans rire Ségolène Royal dans VSD. Elle avait pourtant décidé, lors de la campagne présidentielle, de s'écarter du projet socialiste... approuvé à 85% par les militants. Si elle était élue à la tête du PS, explique-t-elle, elle sanctionnerait ceux qui ne respecteraient pas la ligne du parti. Commentaire amusé de François Hollande : dans ces conditions, il ne resterait pas grand monde à la tête de la formation dont il est encore, pour quelques mois, le Premier secrétaire...

FRONT SYNDICAL.

Les confédérations syndicales ne convergent pas seulement sur le dossier des retraites. L'avant-projet de loi « sur la démocratie sociale », qui remet en cause les 35 heures en encadrant leur négociation dans le cadre de la seule entreprise, suscite une levée de boucliers des syndicats. La CFDT dénonce « le profond mépris à l'égard des partenaires sociaux » et un projet qui consacre « le pouvoir unilatéral de l'employeur ». La CGT s'en prend à « la déréglementation du temps de travail », puisque « toutes les entreprises sont loin d'avoir une présence syndicale et les salariés seront en position de faiblesse pour négocier équitablement ces dispositions ».

PETROLE CHER, MOBILISATION EN HAUSSE.

Le mouvement des marins-pêcheurs français fait tache d'huile en Europe. Leurs homologues belges, italiens, espagnols et portugais se mobilisent à leur tour. D'autre part, la revendication d'une intervention de l'Etat pour réguler le prix des carburants est reprise par d'autres secteurs sensibles, tels les routiers et les agriculteurs. Contre les spéculateurs, il n'y a pas de fatalité. Seule la mobilisation paie !

Edito: COMBAT DES CHEFS OU COMBAT DES IDEES

Maintenant on le sait : Bertrand est libéral, au plan politique s'entend car il reste « social-démocrate » (c'est quoi, au juste ?) sur les questions économiques et sociales. Voilà qui ne plaît pas du tout, mais alors pas du tout à Ségolène, qui disait pourtant la même chose il y a une quinzaine de jours. Or aujourd'hui, la première dame du Poitou reproche vertement au maire de Paris de faire l'apologie du « capitalisme débridé ». Ah mais !

Manuel, lui, a choisi son héros : foin de Jaurès, Blum ou Mitterrand, c'est Clemenceau – il se surnomma lui-même « premier flic de France » et fit tirer sur les mineurs grévistes du Pas-de-Calais – qui inspire notre ami. Dominique vient passer un week-end à Paris avec ses fidèles, c'est gentil. Martine aussi aimerait bien revenir dans notre belle capitale. Julien rappelle fort opportunément qu'il fut pendant des lustres le « gauchiste » du Parti (contre-pied habile, le vent pourrait tourner...), tandis que Mosco s'en prend à tout le monde avant que Jack n'annonce fièrement dans un petit journal gratuit : « Je suis prêt à me battre » - Grand Dieu ! Et contre qui ? Pas contre la bourgeoisie tout de même...

Vous suivez ? Vous avez du mérite... Au PS, on n'a pas de pétrole, on cherche des idées (et souvent on les cache car elles ne sont guère présentables...) mais on affiche son ambition. Et de l'ambition, on en a pour dix (ou douze ?), le nombre de candidats plus ou moins déclarés au poste de Premier secrétaire. En route, donc ! Après le primo-secrétariat, l'Élysée, aussi sûr que sous les pavés il y a la plage...

Le capitalisme financier connaît sa crise la plus grave depuis la Grande Dépression ; les prix des produits de première nécessité flambent, y compris dans les pays développés ; le gouvernement Sarkozy-Fillon mène une offensive sans précédent contre le modèle républicain et les acquis sociaux. Mais les ténors du Parti Socialiste entonnent la cantilène « Plus libéral que moi tu meurs » ! Quand ils ne sifflotent pas le vieil air mollettiste « Socialiste le dimanche, tout le contraire les jours de semaine »...

Mettre en avant un programme de lutte contre Sarkozy, qui débouche sur des propositions dessinant une alternative démocratique et populaire à la politique du grand capital ? Que nenni ! Dans la perspective du congrès de Reims, prévu en novembre, les prétendants font de la com', soignent leur image et se fichent comme d'une guigne de définir un projet novateur et sérieux. Un projet de transformation sociale. Un projet vraiment de gauche.

Et ça ne fait que commencer... Au risque de voir la rue de Solférino se lézarder sous la pression des rivalités personnelles. Au risque de transformer, pour les mois voire les années à venir, le Parti Socialiste en un champ de bataille à côté duquel le congrès de Rennes ferait figure de goûter d'enfants sages. Ce choc des coteries se prépare au-delà des principes (d'ailleurs, en ont-ils ?), tant il est vrai, comme l'écrit le Canard Enchaîné dans son édition du 28 mai et

pour s'en tenir à la seule opposition Delanoë-Royal : « S'ils s'écharpent, ces deux-là, c'est parce qu'ils se ressemblent trop... »

Alors que le délabrement idéologique et moral de « cette gauche-là » ne fait qu'empirer, l'appel des 55 personnalités présenté par Politis fait l'effet d'un ballon d'oxygène. Oui, une autre gauche est possible ! Une gauche qui redresse le pouvoir d'achat des travailleurs en redonnant progressivement aux salaires la part qu'ils ont perdue en vingt-cinq ans dans le revenu national. Une gauche qui reconstruit les services publics, sans craindre de revenir sur les privatisations effectuées par les gouvernements antérieurs. Une

gauche qui n'hésite pas à taxer les revenus financiers et ceux de la spéculation, qui porte haut le drapeau de l'indépendance nationale et de la solidarité avec les peuples du monde – contrairement à l'abaissement et au retour à l'OTAN voulus par Sarkozy.

Pour transformer l'essai inscrit dans Politis, il faut maintenant donner chair à cet appel, construire une plateforme dégagant les grands axes de la transformation sociale. Pour que nombre de Français s'approprient nos idées, il faut donner à celles-ci une tournure concrète et précise. Il y va de notre crédibilité.

HUMEURS. « LA RECESSION AMERICAINE SERA LONGUE ET PROFONDE ». Professeur d'économie à l'université de New York, Nouriel Roubini s'est exprimé dans le Monde du 27 mai. Extraits de sa tribune.

(...) Pour ma part, je prédis une récession plus longue et profonde, d'au moins douze mois à éventuellement dix-huit mois – soit l'une des plus graves récessions du pays depuis des décennies –, car la macroéconomie et les conditions financières actuelles sont loin d'être au beau fixe.

Premièrement, les Etats-Unis traversent la récession immobilière la plus sévère depuis la Grande Dépression et ne sont pas près de sortir de cette situation. La construction de nouveaux logements a baissé d'environ 50% et les ventes immobilières de plus de 60%, ce qui entraîne un surplus d'offres, donc un effondrement des prix (10% jusqu'à présent et probablement 10% de plus cette année et en 2009). Déjà 2 000 milliards de dollars de richesses ont été liquidés. La valeur de la maison d'environ 8 millions de foyers est inférieure à celle de l'emprunt contracté pour la payer. Ce sera le cas d'ici à 2010 pour 21 millions de foyers tandis que la chute des prix immobiliers atteindra près de 30% avec 6 600 milliards de dollars de valeurs nettes d'hypothèque anéanties. Si les propriétaires quittent leurs maisons, les pertes de crédit pourraient atteindre 1 000 milliards de dollars ou plus, balayer la majeure partie du capital du système financier américain et provoquer une crise bancaire systémique.

Deuxièmement, les faibles dépenses de capital

dans le secteur privé depuis 2001 (représentant 10% du PIB) sont à l'origine de la récession. Aujourd'hui, c'est la consommation des ménages (70% du PIB) qui bat de l'aile. Les consommateurs américains sont fatigués de faire des achats, sans épargne, surendettés (136% des revenus en moyenne) et secoués par maints chocs négatifs.

Troisièmement, les Etats-Unis traversent leur plus grave crise financière depuis la Grande Dépression. Après les crédits hypothécaires à risques (subprimes), les pertes financières se propagent aux crédits moins risqués (near-primes), aux crédits sûrs (prime mortgages), ainsi qu'à l'immobilier commercial et aux crédits à la consommation non garantis (cartes de crédit, prêts automobiles, prêts étudiants). Le total des pertes – composé probablement de 1 000 milliards de dollars en emprunts et produits de titrisation – pourrait s'élever à 1 700 milliards de dollars.(...)

Si une récession mondiale peut être évitée, ce ne sera pas le cas d'un ralentissement marqué de la croissance. Nombre d'économies européennes ralentissent déjà, certaines entrant même en récession. La Chine et l'Asie sont particulièrement vulnérables, compte tenu de leurs liens commerciaux avec les Etats-Unis. Les marchés émergents souffriront lorsque la récession américaine et le ralentissement mondial ébranleront les prix des matières premières.